



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Budget 2019 : l'école primaire faussement dotée

Le ministre Jean Michel Blanquer vient de préciser les chiffres du budget de l'Éducation nationale pour 2019 qui vont affaiblir le service public d'éducation. 2 600 suppressions de postes prévues dans le second degré et 400 emplois de moins pour les personnels administratifs. Les conditions d'enseignement vont se dégrader dans les collèges et les lycées où la hausse des effectifs d'élèves se poursuit. Les services administratifs déjà au bord de l'asphyxie vont connaître des difficultés accrues pour gérer les personnels.

Dans le même temps, le ministre annonce environ 1 900 créations de postes dans le 1^{er} degré avec pour ambition de terminer le dédoublement des CP et CE1 en REP et REP+. Ces créations ne suffiront pas à y parvenir puisqu'il aurait fallu prévoir 4 000 postes supplémentaires.

Comme la baisse démographique ne permettra pas de compenser les manques et on ne pourra éviter la suppression des « plus de maîtres que de classes » encore existants, la fermeture de nombreuses classes ou l'insuffisance de postes d'enseignants spécialisés.

Cette dotation ne permettra pas d'améliorer la qualité d'enseignement, notamment dans les 104 000 classes de notre pays qui comptent plus de 25 élèves ou encore les quelques 6 700 classes de plus de 30 élèves ?

Tous les voyants sont au rouge avec un sous-investissement chronique dans le budget de l'Éducation et des effectifs bien supérieurs à la moyenne des pays de l'OCDE. Or, la création de 1 900 postes ne représente qu'une hausse de 0,6% des moyens d'enseignement pour le primaire.

La question des moyens, si elle n'est pas la seule réponse, reste incontournable pour améliorer significativement la réussite de tous les élèves. Ce projet de budget 2019 montre que le gouvernement, au-delà des discours convenus, n'a pas la volonté de déclencher le véritable saut qualitatif dont notre école a besoin.

Le SNUipp-FSU, aux côtés de l'ensemble des enseignants continuera à exiger des moyens à hauteur des enjeux, avec en premier lieu le combat contre les inégalités scolaires. Revoir cette politique budgétaire et éducative sera au cœur de son engagement dans les mobilisations à venir et ce dès le 9 octobre prochain.

Paris, le 21 septembre 2018